

LE VOL DE BŒUFS : UNE PERTE D'IDENTITE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA REGION DE L'ALAOTRA

DIMBIARIMANANA Andry Fenoharifara

dimbiandryfara@gmail.com

Doctorant en Géographie. Département de Géographie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université d'Antananarivo, Boîte Postale 907, Antananarivo 101, Madagascar.

LE VOL DE BŒUFS : UNE PERTE D'IDENTITE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA REGION DE L'ALAOTRA

Résumé

Le vol de bœufs, dans la région de l'Alaotra, existait avant la domination *Merina* (Razafimbelo, 1984). Du XVI^{ème} siècle, début de la civilisation *Sihanaka*, jusqu'à nos jours (XXI^{ème} siècle), ce phénomène persiste voire s'aggrave dans la région de l'Alaotra. Ce fléau reste conditionné par des raisons socio-économiques. Durant trente ans de 1980 à 2010, et à cause de ce fléau on enregistre une réduction progressive du cheptel bovin par rapport au nombre de la population de la dite région. La recrudescence de l'insécurité rurale reste liée au vol de bétail et par conséquent, à l'accroissement des zones classées rouges dans plusieurs communes rurales composant cette zone administrative au cours de cette même période. L'élevage bovin, et l'économie en pâtissent et se trouvent dans une phase critique actuellement

Mots clés : vol de bœufs, région Alaotra, insécurité rurale, zones rouges, *Dahalo*

Abstract

According to (razafimbelo, 1984) mentioned by (patriceGarin, 1998), oxen'thieving happened before Merina'domination, in Alaotra's region. From XVI century, Sihanaka's civilization period until now, oxen thieving is conditioned by social and economic reasons. It remains unstoppable and becomes an usual phenomenon in it rural part. Because of this situation, it has been marked that there is a progressive reduction of bovine cheptel in Alaotra comparing to the number of it population, during 30 years (1980 to 2010). The recrudescence of rural insecurity linked to oxen'thieving is proved by the increase of read area many rural parishes of this region, in the same period. Now, the economy and the bovine farming of this region are in critic states.

Key words: oxen'thieving, Alaotra's region, rural insecurity, red area, *Dahalo*

1-Introduction

Les résultats des recherches effectués par d'éminents chercheurs mentionnent que **le vol de bœufs** constitue un phénomène ayant existé depuis **plusieurs siècles** dans

des régions de Madagascar, en particulier les « pays naisseurs » de bœufs (RANDRIANARISON J, 1976), l'Ouest et le Sud malgache. Certains vision ethnocentrique considèrent ce phénomène comme une déstructuration de l'organisation de la société, avec la révolte des certaines peuplades contre l'injustice sociale pour montrer leurs forces et affirmer leur identité sociale. D'autres chercheurs ont essayé de mettre en relief la corrélation entre les faits socio-économiques et les causes du vol de bœufs à Madagascar à partir d'analyses approfondies. On pense que ce dernier courant de pensée reste plus proche de la réalité. Dans les autres régions la situation a évolué, surtout au cours de ces trente dernières années (de 1980 à 2010), car **les bœufs sont devenus : « un produit stratégique »** pour l'économie de l'Etat malgache : un fournisseur d'énergie agricole pour les petits exploitants, un moyen lucratif pour les opérateurs économiques privés. **L'enjeu économique des zébus devient une source d'insécurité rurale**, même dans les « pays utilisateurs » de bœufs comme la région de l'Alaotra où l'on assiste à une **grande utilisation de l'énergie bovine** dans le domaine rizicole ; cela éveille la tentation des pilliers et la réduisant progressivement l'effectif du cheptel régional.

1-1-Problématique

L'insécurité rurale liée à la recrudescence du vol de bœufs dans la région de l'Alaotra est-il en rapport avec la crise économique à laquelle Madagascar fait face depuis des années?

1-2-Hypothèses

L'impact des différentes crises économiques frappant Madagascar, aggravé par et l'accentuation du chômage chez les jeunes ruraux et l'existence de réseau d'exportation illicite de bœufs sur pieds favorisent le vol de bœufs ; sans parler de la persistance de la corruption administrative et de l'impunité devenues le socle de l'insécurité rurale dans cette région. A cause de la non-maitrise des circuits empruntés par les « *Dahalo* » à l'intérieur et à l'extérieur de la région, ce problème persiste et s'accroît.

1-3-Objectifs

Les objectifs spécifiques de cette étude visent à mettre en relief les éléments clés favorisant le vol de bœufs dans cette région. La mise en exergue de ces causes nous permettra de présenter des suggestions adéquates visant à améliorer la situation. Cet article peut contribuer à comprendre la situation des petits exploitants agro-éleveurs de bœufs de l'Alaotra, car la plupart des recherches

effectuées sur cette région restaient surtout axées sur le développement de la riziculture et la protection environnementale. On a ainsi négligé les problèmes liés à l'élevage bovin.

2-Méthodes de recherche

A part l'utilisation de la méthode **géographique** basée sur l'étude de la société et l'espace, la réalisation de ce travail de recherche nécessite un décloisonnement et la transdisciplinarité scientifique. Par exemple l'**histoire** et la **sociologie**, il s'agit de découvrir les raisons poussant les petits exploitants de l'Alaotra à s'attacher à l'élevage bovin depuis des siècles ; on peut ainsi connaître l'évolution du phénomène du vol de bœufs dans cette région. Par ailleurs, les données **statistiques** nous fournissent les données numériques fiables concernant l'accroissement de la population et l'effectif du cheptel régional durant trente années. Enfin, l'**économie**, permet de connaître les contraintes du développement de cette région. La démarche suivante portera sur :

2-1-Localisation des zones d'insécurité rurale

Pour étudier le phénomène de du vol de bœufs dans la région de l'Alaotra, on pourrait classer les communes rurales considérées comme « zones rouges », selon

la fréquence du vol de bœufs survenant chaque année. Les résultats de l'enquête préliminaire menée auprès des responsables des forces de l'ordre du groupement de la gendarmerie nationale à Ambatondrazaka ont facilité cette démarche. Sur les **26 communes rurales classées zones rouges dans la région de l'Alaotra, ont été choisies au hasard 9 communes** pour les enquêtes, soit 3 communes par district (Ambatondrazaka¹, Amparafaravola², et Andilamena³).

2-2-Les enquêtes auprès des personnes cibles

L'étude sur terrain à commencé dans le district d'Ambatondrazaka, en remontant vers le district d'Amparafaravola ; elle se termine dans le district d'Andilamena (en avril 2012). Dans chaque commune choisie, les enquêtes ont été menées auprès des **chefs de districts, des maires, des délégués administratifs, des vétérinaires sanitaires, des forces de l'ordre** ; on a utilisé des questionnaires ouverts se rapportant à l'élevage bovin et au vol de bœufs. Ensuite, pour recueillir les avis des éleveurs sur ce phénomène, la pratique du

¹ Pour le district d'Ambatondrazaka, on a choisi les communes rurales d'Antanandava, d'Ilafy et de FeramangaAvaratra

² Pour le district d'Amparafaravola, on a choisi les communes rurales de Morarano Chrome, de Beanana, et de Bedidy

³ Pour le district d'Andilamena, on a choisi les communes rurales d'Antanimenabaka, de Miarinarivo, et de Maitsokeky

focus group sur quelques groupes d'éleveurs de bœufs (3 sur les 9 communes)⁴. La discussion a porté sur les problèmes relatifs au vol de bétail sur les mesures déjà prises, pour éradiquer ce fléau qui mine et ruine l'économie de la région Alaotra. Pour ne pas biaiser les données sur le nombre exact de l'effectif du cheptel de chaque éleveur, et de son mode d'appropriation, on a décidé d'adopter la méthode du focus group au lieu d'une enquête exhaustive.

2-3-Autres moyens utilisés

Pour compléter les informations recueillies au cours des différentes enquêtes, on a pratiqué **l'observation et l'analyse des faits** en général, relatives au nombre des troupeau des éleveurs, les type de parcs à bœufs et la sécurité, le mode de sécurisation du troupeau pendant le pâturage de proximité, le mécanisme du marché de bovidé et le contrôle administratif y affèrent...En plus **la consultation des ouvrages** généraux et spécifiques, des **articles**, de **journaux**, des **supports audio-visuels** ont permis de mettre en relief les problèmes de l'insécurité rurale et du vol des bœufs de la région de l'Alaotra en particulier, et Madagascar en général. Après les travaux

⁴ Une commune par district dont, Ilafy pour Ambatondrazaka, Morarano Chrome pour Amparafaravola, et Antanimenabaka pour Andilamena.

effectués sur terrain, on a réalisé **des cartes** de la région de l'Alaotra illustrant l'évolution des zones d'insécurité pendant trente ans (de 1980 à 2010), les circuits suivis par des bovidés volés à l'intérieur et hors de la région. Pour la réalisation des cartes on a aussi recours aux logiciels Map Info 7.0 et Arc View 9.3.

3-Résultats

3-1-Alaotra : la ruée vers les bœufs et le phénomène de l'insécurité rurale

Trois districts composent la région de l'Alaotra à savoir, Ambatondrazaka, Amparafaravola et Andilamena. Cette région est située sur la partie Ouest de l'ex-Province autonome de Toamasina. En tant que « pays utilisateur » des zébus (RANDRIANARISON J, 1976), les paysans riziculteurs d'Alaotra se procurent des bœufs venus des régions de Sofia et de Betsiboka depuis plusieurs années. La réduction de l'effectif du cheptel dans ces « pays naisseurs » des zébus ainsi que de la demande annuelle croissante en bovidé, les paysans de l'Alaotra accélèrent la fréquence des vols de bœufs dans la région. La majorité de la population rurale reste victime de **l'insécurité tout au long de l'année**, surtout celles vivant dans les communes enclavées. L'attaque des « *Dahalo* » n'épargne personne. Selon les résultats des

enquêtés menées auprès des forces de l'ordre et des paysans, les animaux volés ne sont pas acheminés dans la même direction ; soit le troupeau est maintenu à l'intérieur de la région dans un endroit sûr, le fameux « *Lozoka* », soit on le transfère vers les autres régions alentours. Les « *Dahalo* » blanchissent le bétail, et après quelques mois ou années, on le retrouve sur les marchés de bovidés, avec un nouveau marquage et des papiers falsifiés.

3-2-Les zones rouges de la région Alaotra (de 1980 à 2010)

L'extension des zones d'insécurité⁵ des communes rurales de l'Alaotra évolue comme suit (voir croquis N°01 page 7) :

-Dans le district d'Andilamena, **toutes les communes** (Andilamena, Bemaitso, Antanimenabaka, Tanananifololahy, Miarinarivo, Maroadabo, Maitsokeky, Marovato) **ont été classées zones rouges depuis une trentaine d'années**. Andilamena est une zone tampon entre les régions Sofia, Betsiboka et Alaotra grâce à sa position géographique stratégique. Les zébus commercialisés ou volés venus de Sofia et de Betsiboka ravitaillent les quatre marchés de bovidés du district

⁵Résultats d'enquête menée auprès du groupement de la gendarmerie nationale d'Ambatondrazaka (Avril 2012)

d'Andilamena(Miarinarivo⁶, Maroadabo, Antanimenabaka, Andilamena) et la région de l'Alaotra entière. Ensuite, les coutumes ancestrales et l'attachement des paysans *Tanosimbohangy*⁷ et *Tsimihety*⁸ à l'importance socio-économique de bœufs favorisent le vol à l'intérieur de ce district.

-Concernant le district d'Amparafaravola, au début des années **1980**, seules **trois communes** rurales ont été **victimes des vols fréquents de bœufs : à savoir** Morarano Chrome, Ambohijanahary et Tanambe. Ce chiffre **a doublé** jusqu'à la **fin** de l'année **2010**, car certaines communes sont devenues des zones d'affluence et d'influences des « *Dahalo* »telles Amboavory, Bedidy et Beanana en contact avec la région de Betsiboka. Ces contrées sont devenues des lieux de prédilection des « *Dahalo* » Alaotra-Betsiboka. Le nombre de zones classées rouges du district d'Amparafaravola reste le plus faible en trente années, quoiqu'il en soit, le nombre annuel de bœufs se réduit dans ces communes et reste important⁹ car, il se trouve au dernier rang quand on parle de

⁶ Commune rurale Miarinarivo-Andilamena, le plus grand marché des bovidés de la région de l'Alaotra.
⁷*Tanosimbohangy* : population originaire du district d'Andilamena.

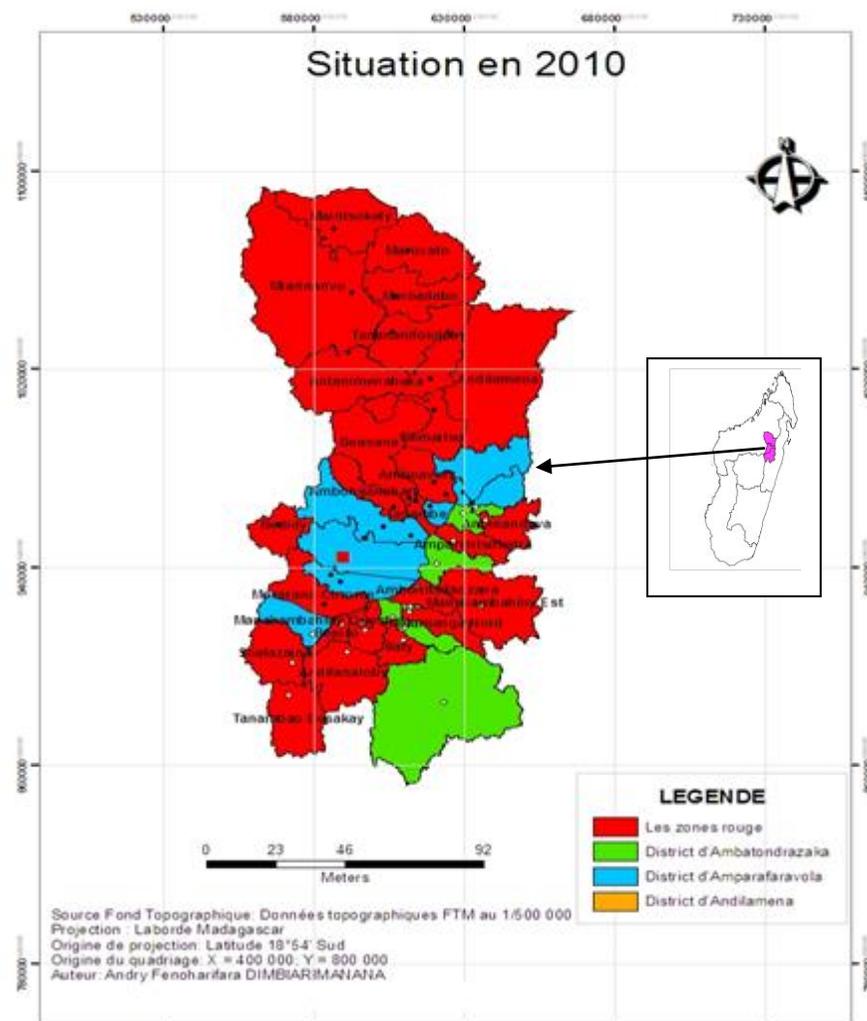
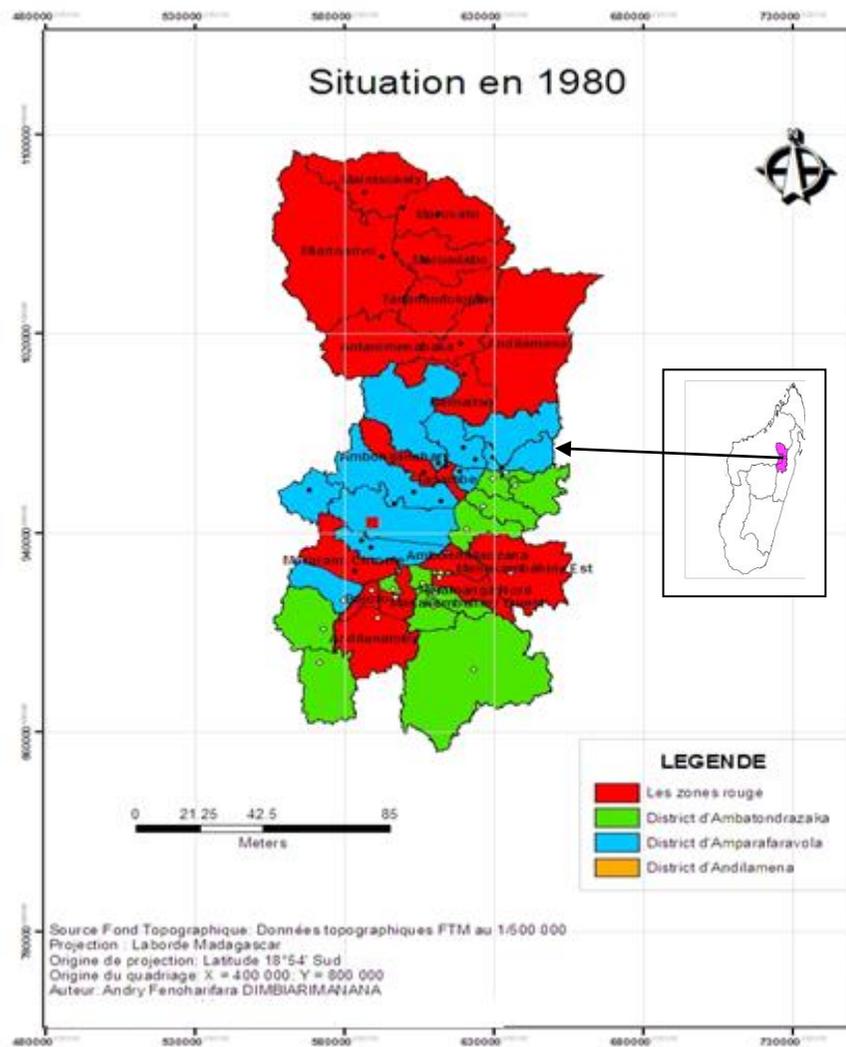
⁸*Tsimihety* : population originaire de la région de Sofia qui s'installe dans la partie Nord du district d'Andilamena (date d'installation non identifiée).

⁹ Par faute d'archive auprès du district, des communes, la gendarmerie nationale, on n'obtient pas des chiffres exacts

l'effectif du cheptel bovin. Sur ce plan il est surpassé par les districts d'Ambatondrazaka et d'Andilamena.

-Enfin, le district d'Ambatondrazaka occupe le premier rang concernant l'effectif du cheptel bovin ; il passe avant Andilamena et Amparafaravola. L'attachement des petits paysans aux bœufs pour l'exécution du travail explique l'abondance des bœufs dans ce district. Concernant les zones où l'insécurité rurale fait la loi, au début des années **1980, on a pu enregistrer six communes**, (ManakambahinyAtsinanana, Ambohitsilaozana, FeramangaAvaratra, Andilanatoby, Bejofo, ManakambahinyAndrefana). En **2010**, le nombre de communes classées zones rouges a doublé : il s'agit de TanambaoBesakay, d'Antanandava, de Soalazaina, d'Antsangasanga, d'Ilafy et d'Amparihitsokatra ; cette dernière se trouve à la limite du district d'Ambatondrazaka, et partage la frontière avec les régions d'Analamanga, de Mangoro et d'Atsinanana, circuits de prédilection pour les « *Dahalo* » avec les bovidés volés. La progression de ces zones d'insécurité rurale reste très lente durant trente ans ; néanmoins les dégâts économiques et sociaux font souffrir considérablement le district d'Ambatondrazaka.

Croquis N°01 Evolution des zones d'insécurité rurales dans la région de l'Alaotra



3-3-Diminution de l'effectif du cheptel bovin dans l'Alaotra : risque de réduction de l'énergie agricole disponible ainsi que de la production

Le vol de bœufs constitue un facteur de la réduction de l'effectif du cheptel bovin dans la région de l'Alaotra. Certains paysans agro-éleveurs se trouvent contraints de vendre le surplus de leur bétail pour se procurer des machines agricoles tels les motoculteurs, jugés plus bénéfiques car difficiles à voler. Par conséquent, l'usage du motoculteur se développe très vite dans les zones des Grands Périmètres Irrigués du district d'Amparafaravola comme le PC 23, le PC Anony, le PC Sahamaloto, l'Imamba et l'Ivakaka. **L'énergie bovine cède la place au motoculteur.** L'effectif moyen du troupeau dans le district d'Amparafaravola se situe entre 2 et 4 têtes de zébus par éleveur, juste pour garder le prestige social.

Mais concernant le district d'Ambatondrazaka, où vivent des petits paysans exploitant de faibles surfaces (entre 0,5 Hectare à 2 Hectares), la plupart ne peuvent même pas acheter le type de motoculteur de la plus faible capacité motrice de 10 chevaux, au prix de 2 700

000 Ariary¹⁰, l'équivalent du prix de 5,4 Tonnes de paddy¹¹. Même situation concernant l'utilisation du motoculteur pour le PC 15 et la plaine d'Ambatondrazaka, car **les petits paysans sont obligés d'acheter des zébus de trait** à un prix exorbitant au marché du bétail. Cette acquisition se fait une fois tous les trois ou cinq ans en moyenne. L'effectif moyen du troupeau par éleveur se situe entre 4 et 6 têtes de zébus, avec une prédominance de zébus mâles. Pour les paysans pauvres, l'unique recours consiste à **emprunter** ou encore à **louer des bœufs avec le matériel d'attelage y adéquat** pour effectuer l'opération culturale. Les autres paysans, se résignent à **la culture manuelle**¹², alors que cette technique requiert beaucoup d'énergie et de temps. Mis à part le **métayage**, certains abandonnent la culture après avoir vendu leurs **propriétés**.

A Andilamena, la majorité des paysans est constituée par des éleveurs de bœufs, l'effectif moyen du troupeau par éleveur se situe entre 10 et 15 têtes de zébus, car l'agriculture y est considérée comme une

¹⁰ Résultat d'une enquête menée auprès d'un vendeur des motoculteurs à Ambatondrazaka (avril 2012).

¹¹ Prix sous-estimé 500 Ariary/Kilogramme

¹² La culture attelée jugée économique et efficace par rapport à la culture manuelle : 5 jours pour le labour avec une paire de zébus ; contre 30 jours pour le labour à l'Angady avec un seul homme

activité secondaire de moindre importance pour eux.

Avec le vol de bœufs, il s'avère difficile pour les éleveurs de consacrer pleinement leur temps à l'élevage bovin¹³ et d'adopter un nouveau mode de vie d'agriculteur. Deux cas peuvent se présenter, soit les éleveurs s'efforcent d'acquérir de nouvelles têtes de bœufs, soit ils renforcent le rang des « *Dahalo* » pour acquérir des bœufs et de l'argent pour entretenir la famille.

Le vol de bœufs est devenu un danger imminent pour **l'économie rurale de l'Alaotra**. Elle risque de perturber la **production rizicole suite à la diminution de l'effectif du cheptel bovin**.

3-4-Perte de l'identité socio-économique de l'Alaotra pour la filière bovine

Depuis la civilisation *Sihanaka*, au début du XVI^{ème} siècle, les paysans de l'Alaotra pratiquaient l'élevage bovin. De nombreux explorateurs français ont remarqué **l'abondance de l'effectif du cheptel**

¹³ Selon notre observation sur terrain en Avril 2012, dans la commune rurale de Miarinarivo-Andilamena, le père et les jeunes garçons membres de la famille occupent leurs bœufs chaque jour. On sort les bœufs vers 9 heures du matin pour faire le pâturage de proximité, et ils rentrent au village vers 15 heures. Pendant la nuit, on fait le gardiennage ensemble avec les membres du village. On rassemble dans un même parc à bœufs tous les bétails du village. Vers 5 heures du matin, on prend le lit jusqu'à 9 heures. (Auteur. Avril 2012)

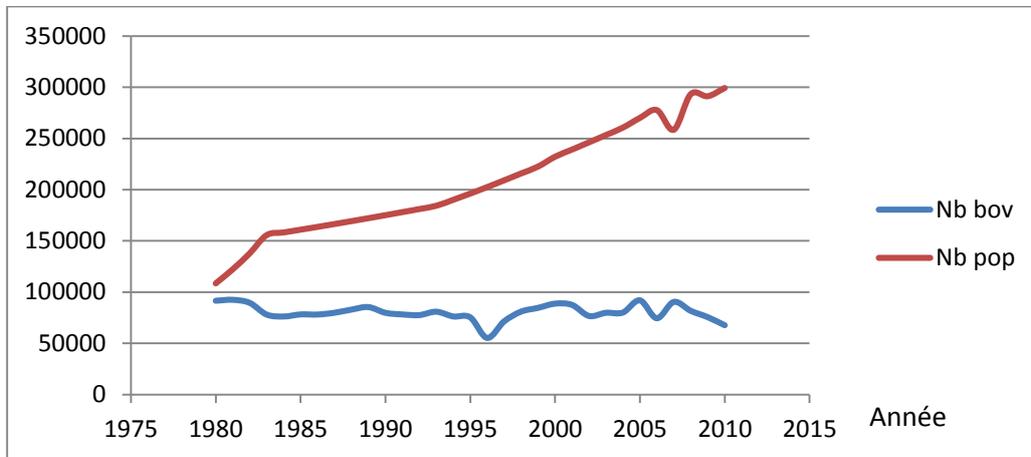
bovin dans cette région à cette époque, car on y pratiquait activement le commerce prospère des bovidés (Claude Remuzat, 1987)¹⁴. **L'exploitation abusive exercée par le royaume Merina et par le pouvoir colonial constituent les principaux facteurs de la diminution du cheptel bovin de cette localité** en plus des pillages et des saccages perpétrés par les « *Dahalo* ». A partir du début du XX^{ème} siècle, cette région était devenue dépendante des bœufs venus des régions de Sofia et de Betsiboka. Actuellement, si un éleveur possède quelques têtes de bovidés, ce n'est que pour garder le prestige social. **Le déclin de l'élevage bovin dans l'Alaotra risque de ternir l'image et lui fait perdre son identité socio-économique par rapport aux autres régions utilisatrices de bœufs. L'avenir de la filière bovine reste incertain ; l'élevage bovin s'éclipse et laisse la place à la filière riz dans le système économique de l'Alaotra.**

¹⁴ Selon (Claude Remuzat, 1985), le commerce des bœufs se présente sous deux aspects dans la région de l'Alaotra pendant l'époque ancienne : d'abord, la commercialisation traditionnelle des bœufs par les paysans, entre le XVI^{ème} et le XIX^{ème} siècle, les *Sihanaka* effectuaient le commerce des bovidés avec la Compagnie des Indes, et aussi la vente des esclaves avec les arabes dans la partie du Canal de Mozambique (Laffay, 1902) cité par (Claude Remuzat, 1987). Ensuite, l'élevage commercial de type capitaliste effectué par les membres de la famille royale. Ce commerce prenait la forme d'exportation se poursuit pendant l'époque coloniale (Razafimbelo, 1984), cité par (Patrice Garin, 1998).

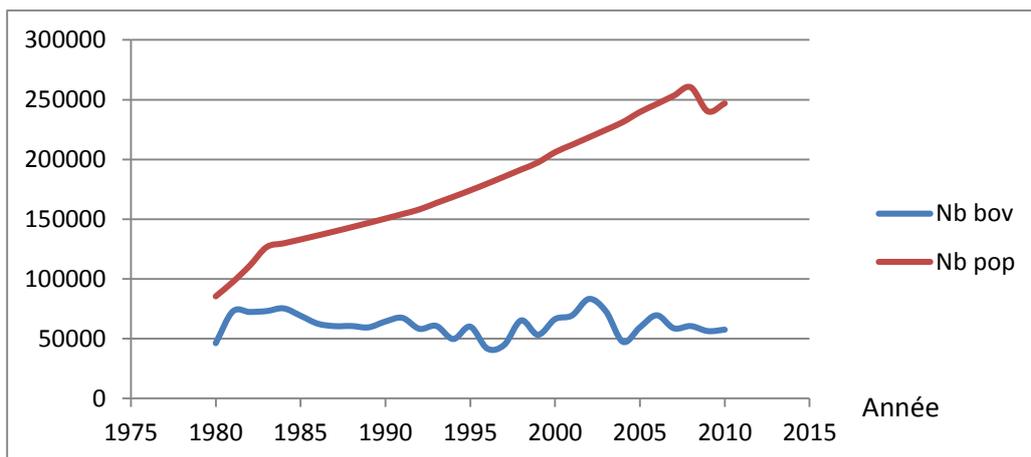
L'intervention de l'Etat et des ONG se cantonnent dans l'accroissement du rendement de la production rizicole. Par contre l'élevage bovin, source « d'énergie agricole » pour les pratiquants de la culture attelée tombe dans l'oubli depuis plusieurs années ; et aucune réelle volonté pour améliorer le cheptel bovin de l'Alaotra.

Figure N°01 Courbes représentatives des nombres de la population et l'effectif du cheptel bovin dans les trois districts de l'Alaoatra en 1980 à 2010.

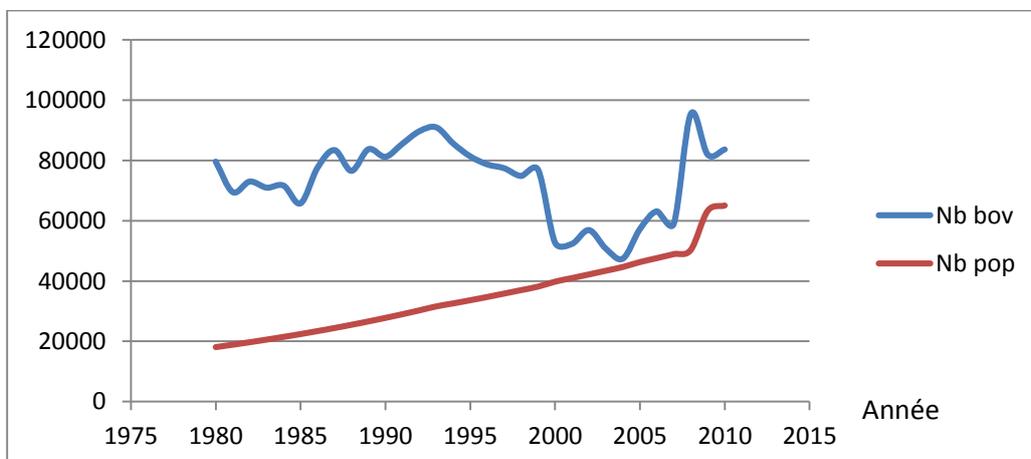
District d'Ambatondrazaka



District d'Amparafaravola



District d'Andilamena



Source : INSTAT, Service Statistique Elevage, DIREL AlaotraMangoro (Avril 2012).

Commentaire des Figures N°01

Concernant les districts d'Ambatondrazaka et d'Amparafaravola, on constate que le nombre de la population reste supérieur à l'effectif du cheptel bovin. Le flux migratoire incessant depuis l'époque coloniale pour partir à la conquête de nouvelles terres cultivables, et la recherche de conditions de vie meilleure poussent les gens issus d'autres régions à s'installer dans ces deux districts. Même si le poids démographique reste supérieur, on peut interpréter que **dans ces deux districts le rythme de la croissance du cheptel bovin reste très faible, pendant trente ans**, il n'a jamais dépassé les 100 000 têtes par an. Pour Ambatondrazaka, l'effectif du cheptel bovin s'élève est entre 75 000 à 80 000 têtes par an en moyenne.

Le district d'Amparafaravola reste le plus touché par cette réduction du cheptel bovin, l'effectif des troupeaux stagne autour de 60 000 têtes par an en moyenne. Le vol de bœufs figure parmi les facteurs principaux de la régression du nombre du troupeau, sans parler du problème relatif à la reproduction à l'utilisation massive des zébus de trait, et à la castration.

Par contre, dans le district d'Andilamena, on observe que l'effectif du cheptel bovin reste supérieur au poids démographique. L'insécurité rurale et les contraintes

géographiques rigoureuses réduisent le nombre de la population dans ce district. Andilamena constitue une zone d'accueil des zébus venus de Sofia et de Betsiboka. Andilamena assure le ravitaillement des deux districts. Malgré une certaine chute entre l'année 2000 et 2007 due à la recrudescence du vol de bœufs, l'effectif moyen annuel du troupeau se situe entre 70 et 80 000 têtes environ.

4-Discussions

4-1-La crise de l'élevage bovin à Madagascar

Lors de l'adoption du Programme d'Ajustement Structurel de 1985, le Document Cadre de la Politique Economique de 1998, et le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté de 2000, on a entrepris **la privatisation des entreprises de l'Etat**. Le **secteur de l'élevage** a subi des impacts négatifs de cet enjeu économique de la banque mondiale et des bailleurs de fonds. Cette démarche est un échec, car **la libéralisation du secteur productif et commercial de l'élevage constitue un handicap majeur pour le développement de l'élevage bovin à Madagascar**.

Le nombre insuffisant des responsables de la santé animale fonctionnaires¹⁵, et des vétérinaires mandataires n'arrive pas à assurer la couverture de la santé animale dans toute l'île, sans parler du problème budgétaire et logistique et structurel y afférents. C'est pourquoi les maladies bovines ravagent les troupeaux, avec une forte mortalité des veaux atteignant les 25%, soit 150.000 têtes/an(MINEL, 2012). A l'heure actuelle, **le Ministère de l'Elevage se trouve en difficulté budgétaire et la situation empire chaque année : à peine 0,1 à 0,2% du budget national**¹⁶ alloué à ce Ministère qui attend toujours des Fonds de l'Elevage, et l'appui

¹⁵Selon l'évaluation de l'Office International des Epizooties, en 2010 il n'y avait que 300 vétérinaires à Madagascar donc au moins 600 vétérinaires sont nécessaires pour assurer la couverture sanitaire de la grande île. Situation en Juillet 2014 : 392 vétérinaires à Madagascar (dont 64 fonctionnaires, et 328 privés). En 2015, 416 vétérinaires (dont 64 fonctionnaires, et 352 privés)IMVAVET.

¹⁶Pour la politique nationale de l'élevage à Madagascar, qui est inscrit dans la politique du développement rural, les régimes qui se succèdent à Madagascar depuis la première République jusqu' en 2009 minimisent la filière élevage car les trois secteurs (Agriculture, Elevage et Pêche) ont été auparavant fusionnés dans un seul Ministère MDRRA, MPARA, MPAEF, MAEP. Cette situation entraîne la minimisation du Secteur de l'Elevage par rapport à celles des autres secteurs, les investissements (ramené à l'effectif du cheptel, **l'investissement public consacré à l'élevage en 2012 équivaut à 300 MGA / tête de zébu**. MINEL 2012). On enregistre l'insuffisance au niveau du budget alloué par an, **0,1% du budget de l'Etat en 2014**. (MINEL Novembre 2014). D'après les consultations la loi de finances 2011 à 2015, on constate que le budget alloué au Ministère de l'Elevage par an est très faible par rapport aux autres Ministères et Institutions.

financiers assurés par des bailleurs de fonds pour le fonctionner. La fragilité du Ministère de l'Elevage se concrétise par **l'insuffisance d'une politique réelle de promotion et du développement de la filière bovine à Madagascar**, comme la reproduction animales ou à l'amélioration de la race bovine. **Cette situation entraîne la stagnation, voire la réduction de l'effectif du cheptel national**. Si l'on mène une étude comparative des effectifs du cheptel bovin à l'échelle nationale depuis 1918 (7 053 444 têtes) jusqu'à 2010 (9 883 400 têtes) la croissance annuelle reste très faible : un **rythme de croissance de 0,8%, soit 700 000 têtes/an, si l'effectif actuel est environ de 9 000 000**(MINEL 2012).L'exportation croissante de viande et d'animaux sur pieds ronge l'effectif du cheptel de zébus malgaches. Cette situation critique persiste à cause de l'existence d'abattoirs étrangers à Toliary et à Antananarivo¹⁷.

La passivité de l'Etat malgache face au vol debœufsconstitue un véritable fléau pour la filière bovine. Le gouvernement mène une lutte acharnée contre les « *Dahalo* » grâce à des opérations militaires musclées dans diverses régions; par contre, il n'effectue pas l'arrestation, les

¹⁷ Abattoir de Vontovorona-Antananarivo, créé en 2014 par un opérateur asiatique, selon l'information (non vérifiée) l'abattoir abatte 400 têtes de zébus par mois, des animaux provenant des ex-provinces de Toliary et de Fianarantsoa.

commanditaires de ces vols restent impunis. L'intervention militaire semble une mascarade, car l'insécurité rurale ne cesse de s'intensifier dans plusieurs régions de Madagascar. Le problème du vol de bœufs à Madagascar est devenu actuellement **un pouvoir de manipulation de masse pour l'Etat**, par exemple l'adoption du « *Dina*¹⁸ » au niveau des régions. Ce dernier reste inefficace car mal appliqué sans application rigoureuse, en fait il semble devenir une homologation pour la justice, et une sorte de diversion sociale sur le phénomène et aboutit à une banalisation de cette calamité des « *Dahaloniovafo* »¹⁹ dans le Sud malgache en octobre 2014. Des questions se posent face à cette situation : Est ce que les régimes qui se sont succédé à Madagascar sont incompetents et impuissants vis-à-vis du phénomène des « *Dahalo* », ce fléau qui ronge l'économie malgache depuis un demi-siècle ? Pourquoi l'Etat malgache reste inactif devant les actes des réseaux des « *Dahalo* »? Les « *Dahalo* » constituent-ils un mal nécessaire pour

¹⁸ « *Dina* » : une sorte de pacte entre les membres d'une société avec pour objectif d'établir la paix sociale

¹⁹ « *Dahaloniovafo* » au sens large, des voleurs de bœufs convertis en bon citoyen après leur reddition massive auprès des forces de l'ordre en octobre 2014. Le régime actuel dépense une somme conséquente de 22 000 000 000 Ariary pour l'insertion sociale de ces individus. Cette opération s'est vouée à l'échec, car le vol de bœufs se poursuit, et la situation est devenue critique dans plusieurs communes rurales.

l'Etat, plus précisément, pour certaines personnes haut placées du régime ?

4-2-Le vol de bœufs dans la région de l'Alaotra, un phénomène en pleine mutation

L'analyse historique démontre que le vol de bœufs dans la région de l'Alaotra constitue un fait qui existait déjà avant la domination *Merina* (Patrice Garin, 1998). **Les causes du vol de bœufs évoluent selon le temps, et les conditions socio-économiques :**

-Au début du XVI^{ème} siècle, l'avènement de la civilisation *Sihanaka*, les bœufs servaient des moyens d'accumulation de terres et de la richesse (J. Tassin, J.C. Lassaux ; 1994). **Le vol de bœufs à cette époque, se fondait donc sur la richesse et le pouvoir dans la société.**

-Ensuite, vers le début du XIX^{ème} siècle et du XX^{ème} siècle, le vol de bœufs se manifestait par les razzias sur les troupeaux de bœufs appartenant à la famille royale *Merina*²⁰, mais les voleurs opéraient également dans les propriétés des colons français. Les auteurs sont issus de la population *Sihanaka*²¹, et d'autres venaient de l'actuelle région de Betsiboka. On les

²⁰*Merina* : population originaire des Hautes terres centrales malgache, constituant l'ex-province d'Antananarivo

²¹*Sihanaka* : population originaire de la région de l'Alaotra.

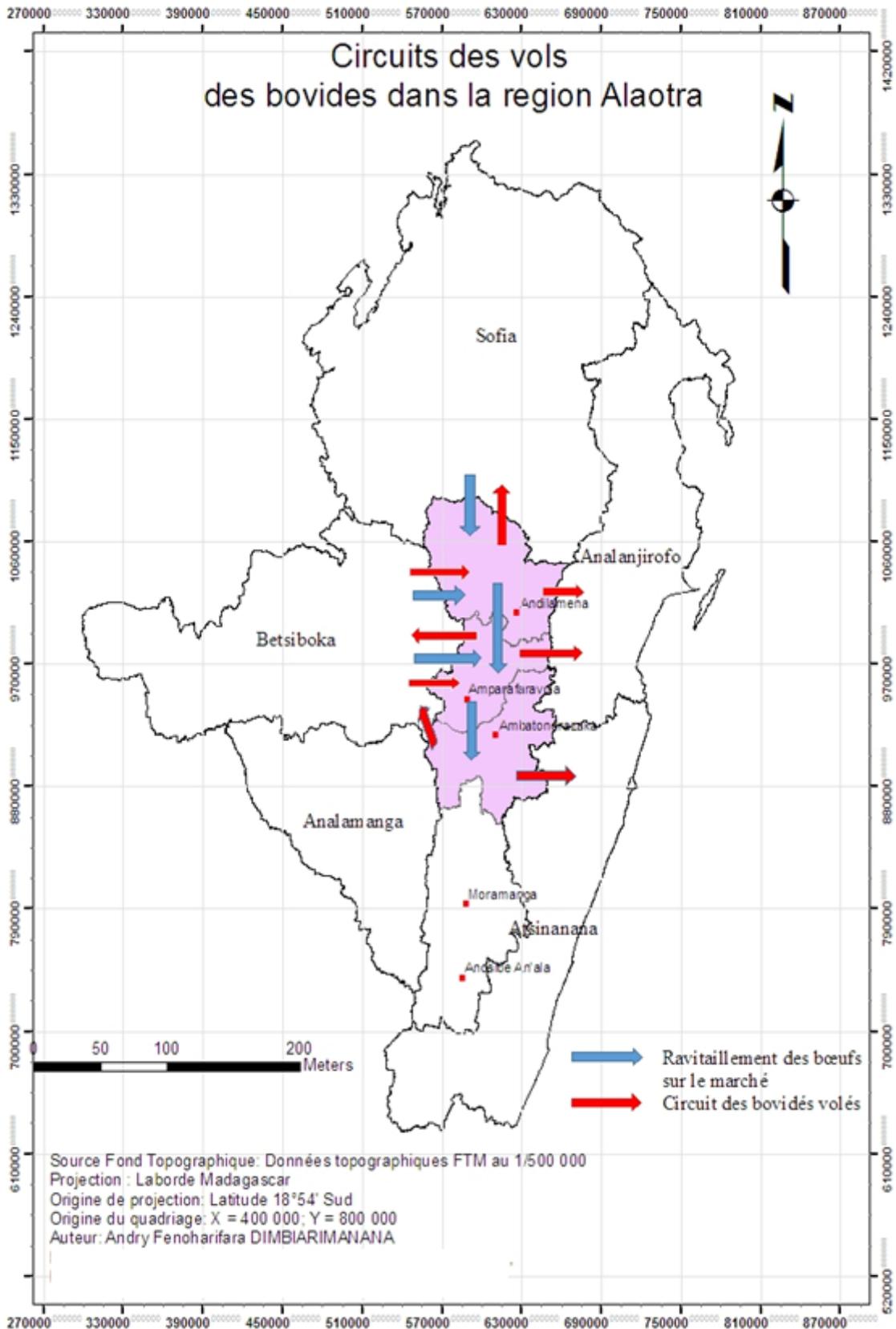
nommait les *Tsimahafotsy*, et les *Tsimihety* originaires de la région de la Sofia (Razafimbelo, 1984) cité par (Patrice Garin, 1998). **L'origine exacte de ces vols se trouve dans contre la domination Merina et le pouvoir colonial sur cette région. En d'autres termes, il s'agit de contestation sociale poussant certains individus à voler les bœufs**, car les membres de la famille royale *Merina* ainsi que les colons français accaparaient des milliers de têtes de bétail pour les exporter vers l'Europe ou les îles voisines de Madagascar. Pour l'embouche de leurs troupeaux, ils s'emparent de vastes étendues de terrain pouvant servir de pâturage.

-Enfin, à partir de l'indépendance de Madagascar, le vol de bœufs mine la région de l'Alaotra en particulier le district d'Andilamena et la partie Ouest du district d'Amparafaravola. Mais le début des années 80 jusqu'en 2010, l'attaque des « *Dahalo* » s'intensifie avec l'usage d'armes à feu. **L'impact de la crise économique perdure ; la précarité de la politique de développement de la filière bovine à Madagascar reste la principale cause de l'insécurité rurale dans cette région.** Suite aux crises cycliques de l'économie malgache (structurelle et conjoncturelle) persistant des bouleversements de la plupart **des jeunes**

ruraux tombent au chômage. La crise foncière et la saturation des autres activités rurales pour les nouvelles générations viennent aggraver la situation. La marginalisation de certains groupes de jeunes est renforcée par l'existence de réseau d'exportateurs illicites de bœufs, et du marché noir de ventes d'armes. Espérant gagner rapidement de l'argent, ces jeunes « *Dahalo* », au péril de leur vie, s'engagent dans les mésaventures. Cette crise économique entraîne également **la corruption administrative** : le personnel administratif et les agents de l'Etat, les membres des forces de l'ordre, les délégués d'arrondissement administratif, les vétérinaires, certaines hautes personnalités de la justice s'allient avec leurs complices. Ces derniers appartenaient au réseau des voleurs de zébus participent à toutes les activités illégales comme : la vente d'arme, la falsification des fiches individuelles des bovidés, détournement du trajet des troupeaux. Enfin, **la non maîtrise des circuits empruntés par des « Dahalo ».** Les voleurs de bœufs empruntent deux itinéraires: **circuit d'évacuation des bovidés volés constitue le premier**, les zébus issus des trois districts seront **déplacés** par les « *Dahalo* » **vers les régions** : de la **Sofia** (districts de Mampikony et de Mandritsara),

de **Betsiboka** (district de Tsaratanàna), et d'Analanjirifo (district de Vavatenina). Le deuxième, **le circuit d'accès des bovidés volés des régions de la Sofia et de Betsiboka vers l'Alaotra** (voir croquis N°02 page 17). La position géographique et stratégique de l'Alaotra situées aux confins de ces régions favorise les circuits empruntés par les « *Dahalo* ». Actuellement, **le vol de**

d' **Atsinananana** (district de Toamasina II **bœufs sévissant** dans la région de l'Alaotra trouve son explication dans un **objectif lucratif**. Les bœufs sont devenus des monnaies d'échanges, très précieuses, car ils commencent à disparaître progressivement de cette région utilisatrice des bœufs. Quand une denrée se raréfie, sa valeur grimpe



5-Conclusion

Les paysans agro-éleveurs vivant dans la région de l'Alaotraré sont victimes du

phénomène d'insécurité rurale depuis plusieurs années. Le vol de bœufs réduit progressivement l'effectif du cheptel régional ; et cette situation constitue une menace pour l'économie de l'Alaotra, une région utilisatrice de bœufs pour le travail du riz. La défaillance de la politique nationale de l'élevage bovin, la corruption et la lenteur administrative rendent difficile la maîtrise du vol de bœufs dans cette région. L'adoption d'un programme de redressement drastique de la filière bovine par l'accroissement en nombre et l'amélioration de la race, accompagnée de la sécurisation, la maîtrise de la gestion de

cette ressource, et enfin la création d'emplois pour les jeunes ruraux s'avèrent des solutions adéquates pour atténuer le vol de bœufs dans cette région. En effet la réduction de l'effectif du cheptel national met en jeu l'économie du bœuf dans la société rurale dans plusieurs régions de Madagascar. La réalisation de ce programme de développement de l'élevage bovin dans la région de l'Alaotra nécessite la synergie entre l'Etat, les collectivités territoriales, les ONG, les bailleurs de fonds et surtout les paysans éleveurs eux-mêmes.

Bibliographie

-ANONYME (?). Projet de centre d'embouche industrielle dans la région du lac Alaotra. Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des pays Tropicaux 91 p.

-ANONYME (1967) Politique générale de l'élevage à Madagascar. Ministère d'Etat Chargé de l'Agriculture de l'Expansion Rurale et du Ravitaillement. 86 p

-ANONYME (1983). Généralités sur l'élevage et la politique en matière de l'élevage à Madagascar. Ministère de la Production Animale Eaux et Forêts. 146 p.

-DELAPORTE Jean (1971). Contribution à l'étude du comportement des bovins en élevage extensif à Madagascar. Thèse présentée à l'Université Claude Bernard Lyon (Médecine-Pharmacie). Imprimerie BOSC Frères.147 p

-JACOB Véa (1960).
Zavamisongadinaeoamin'nyfivoaran'nyfio mpianaombynanombokatamin'nytaonjatof aha XIX ka hatramin'nyfahaleovantena 1960.34 p

-KARLO BORSA Yves (2010). Fonctionnement et effets du réseau ACSA dans la zone du lac Alaotra. Université d'Antananarivo. Faculté de Médecine. Département d'Enseignement des Sciences et de Médecine Vétérinaire. 67 p.

-NOME-NANAHARY Nicole (2003). Le développement de l'Alaotra après la Seconde Guerre Mondiale(1946-1958), Mémoire de Maîtrise, Université d'Antananarivo, Département d'Histoire, 198p avec annexe.

-RANDRIANARISON Josette (1976). Le bœuf dans l'économie rurale de Madagascar. Revue de géographie N°28. Première partie et deuxième partie. 203 p

-RABESON Marie Dorette (1993). La production bovine en élevage extensif. Rapport de stage. 23 p

-ROBINET A.H (1967). Problèmes de production animale à Madagascar. Ministère d'Etat chargé de l'Agriculture, de l'Expansion Rural et du Ravitaillement.132 p.

-RANDRIAMAROLAZA Louis Paul (1986). Elevage et vol de bœufs en pays Bara : La dimension socio-culturelle. 17 p, in Recherche pour le développement. Série Science de l'Homme et de la Société. N°1 premier trimestre 1986.

-REMUZAT Claude (1987). Les racines de l'Antsihanaka. Mémoire DEA en Sciences Sociales Appliquées au Développement. Université François Rabelais.178 p.

-TASSIN J. LASSAUX J.C (1993) Riziculture et élevage au lac Alaotra (Madagascar). Les rouages d'une

exploitation minière des bassins versants.
Programme de Recherche Développement
du lac Alaotra. 6 p.